

**BY-LAW NO. M-16
A LAW TO AMEND A BY-LAW
RESPECTING WATER AND SEWERAGE**

Be it enacted by the Common Council of
The City of Saint John as follows:

A By-law of The City of Saint John
entitled "A By-law Respecting Water and
Sewerage", enacted on the 7th day of June, A.D.
2004, is hereby amended as follows:

1. Section 1 is amended by repealing the definition
of "Commissioner" and replacing it with the
following:

"Commissioner means the Commissioner of Saint
John Water or any person authorized by him/her
to act on his/her behalf. (commissaire)"

2. Subsection 34(1) is amended by deleting
"\$25.00" and replacing it with "\$225.00".

3. Section 46 is amended by adding the following:

"46(3) A customer whose water service has been
discontinued pursuant to subsection 46(1), section
42, subsection 44(4) or for any other reason, shall
not operate city valves or take any other action in
relation to the City's water system to reinstate the
water service."

4. Subsection 47(3) is repealed.

5. Section 48 is repealed and replaced with the
following:

"48(1) Where, in the case of metered customers,

- (a) the water service has been discontinued
pursuant to section 42, subsection 44(4) or
subsection 46(1) for a period of at least 72
hours, or

- (b) the water has been turned off at the request
of the owner for a period of at least 72

**ARRÊTÉ NO M-16
ARRÊTÉ MODIFIANT L'ARRÊTÉ
CONCERNANT LE RÉSEAU D'EAU ET
D'ÉGOUTS**

Lors d'une réunion du conseil municipal,
The City of Saint John a décrété ce qui suit :

Par les présentes, l'arrêté de The City of
Saint John intitulé « Arrêté concernant les réseaux
d'eau et d'égouts », décrété le 7 juin 2004, est
modifié comme suit:

1. L'article 1 est modifié par l'abrogation de la
definition de "commissaire" et son remplacement
par ce qui suit:

"Commissaire" Commissaire de Saint John Water
ou toute personne autorisée par celui/celle-ci à agir
en son nom. (Commissioner)"

2. Le paragraphe 34(1) est modifié par la
suppression de "25,00\$" et son remplacement par
"225,00\$".

3. L'article 46 est modifié par l'adjonction de ce
qui suit:

"46(3) Un abonné dont le service d'eau a été
interrompu en vertu du paragraphe 46(1), de
l'article 42, du paragraphe 44(4) ou pour toute
autre raison, n'opérera pas les valves d'eau de la
ville ni ne fera tout autre chose envers le système
d'eau de la ville afin de rétablir le service d'eau.

4. Le paragraphe 47(3) est abrogé.

5. L'article 48 est abrogé et remplacé par ce qui
suit:

"48(1) Lorsque, en ce qui a trait aux usagers munis
d'un compteur,

- (a) le service d'eau a été interrompu en vertu
de l'article 42, du paragraphe 44(4) ou du
paragraphe 46(1) pour une période
minimale de 72 heures, ou

- (b) l'alimentation en eau a été interrompue à la

hours, or

- (c) a serviced building is vacant and unused for domestic, commercial or industrial purposes; or
- (d) fire has made a serviced building uninhabitable,

the owner shall, upon the expiry of the 72 hour period described in paragraphs (a) or (b) or upon the building becoming vacant or uninhabitable, pay a monthly water rate equal to the water service charge based on the size of the appropriate meter, as set out in Schedule "B".

48(2) Where, in the case of flat rate customers,

- (a) the water service has been discontinued pursuant to section 42, subsection 44(4) or subsection 46(1) for a period of at least 72 hours, or
- (b) the water has been turned off at the request of the owner for a period of at least 72 hours, or
- (c) a serviced building is vacant and unused for domestic, commercial or industrial purposes; or
- (d) fire has made a serviced building uninhabitable,

the owner shall, upon the expiry of the 72 hour period described in paragraphs (a) or (b) or upon the building becoming vacant or uninhabitable, pay a monthly water rate equal to what the water service charge would be if the flat rate customer was metered, based on the size of the appropriate meter, as set out in Schedule "B".

48(3) Where,

- (a) the sewer service has been discontinued

demande de l'utilisateur pour une période minimale de 72 heures, ou

- (c) le bâtiment recevant l'alimentation en eau est demeuré vacant et non-utilisé à des fins domestiques, commerciales ou industrielles, ou
- (d) le bâtiment est inhabitable en raison d'un feu,

le propriétaire doit, dès l'expiration de la période de 72 heures décrite aux alinéas (a) ou (b) ou dès que le bâtiment est vacant ou inhabitable, payer des frais mensuels équivalant au tarif des services d'eau basé sur la dimension du compteur approprié, tel qu'énoncé à l'annexe "B".

48(2) Lorsque, en ce qui a trait aux usagers à tarif forfaitaire,

- (a) le service d'eau a été interrompu en vertu de l'article 42, du paragraphe 44(4) ou du paragraphe 46(1) pour une période minimale de 72 heures, ou
- (b) l'alimentation en eau a été interrompue à la demande de l'utilisateur pour une période minimale de 72 heures, ou
- (c) le bâtiment recevant l'alimentation en eau est demeuré vacant et non-utilisé à des fins domestiques, commerciales ou industrielles, ou
- (d) le bâtiment est inhabitable en raison d'un feu,

le propriétaire doit, dès l'expiration de la période de 72 heures décrite aux alinéas (a) ou (b) ou dès que le bâtiment est vacant ou inhabitable, payer des frais mensuels équivalant au tarif des services d'eau basé sur la dimension du compteur approprié que l'utilisateur paierait s'il était muni d'un compteur, tel qu'énoncé à l'annexe "B".

48(3) Lorsque,

- (a) le service d'égouts a été interrompu en

pursuant to section 42 or section 46(1) for a period of at least 72 hours, or

- (b) a serviced building is vacant and unused for domestic, commercial or industrial purposes; or
- (c) fire has made a serviced building uninhabitable,

the owner shall, upon the expiry of the 72 hour period described at paragraph (a) or upon the building becoming vacant or uninhabitable, pay a monthly sewer rate equal to the applicable water service charge in paragraph (1) or (2), multiplied by the percentage set out in Schedule C”;

7. Section 50 is repealed and replaced with the following:

“50(1) A person who violates any provision of this by-law is liable upon conviction to a fine of \$2,100.00.

50(2) A person who violates any provision of this by-law shall, within 20 business days after receiving the penalty notice from the city’s By-Law Enforcement Officer, pay an administrative penalty of \$1,500.00 at the Payment Center, City Hall, 15 Market Square, Saint John, NB, Monday to Friday between the hours of 8:30 am and 4:30 pm.

50(3) A person who violates a provision of this by-law and pays the administrative penalty pursuant to paragraph (2) is not liable to be prosecuted for said violation.”

vertu de l’article 42 ou du paragraphe 46(1) pour une période minimale de 72 heures, ou

- (b) le bâtiment recevant le service d’égouts est demeuré vacant et non-utilisé à des fins domestiques, commerciales ou industrielles, ou

- (c) le bâtiment est inhabitable en raison d’un feu,

le propriétaire doit, dès l’expiration de la période de 72 heures décrite à l’alinéa (a) ou dès que le bâtiment est vacant ou inhabitable, payer des frais d’égouts mensuels équivalant au tarif des services d’eau énoncé au paragraphes (1) ou (2), multiplié par le pourcentage identifié à l’annexe “C”.

7. L’article 50 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

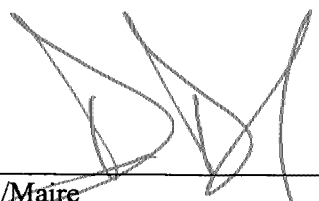
« 50(1) Quiconque contrevient à une disposition du présent arrêté commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende de 2100,00\$.

50(2) Quiconque contrevient à une disposition du présent arrêté doit, dans les 20 jours ouvrables suivant la réception de l’avis de pénalité émis par l’agent chargé de l’exécution des arrêtés de la ville, acquitter une pénalité administrative de 1500,00\$ au bureau de perception à l’Hôtel de ville, au 15 Market Square, Saint John, N.-B., du lundi au vendredi, de 8h30 à 16h30.


50(3) Quiconque contrevient à une disposition du présent arrêté et acquitte la pénalité administrative tel que prévu au paragraphe (2) n’est passible d’aucune poursuite à cet égard. »

IN WITNESS WHEREOF The City of Saint John
has caused the Corporate Common Seal of the said
City to be affixed to this by-law the 9th day of
April, A.D. 2018 signed by:

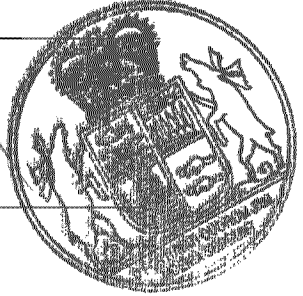
EN FOI DE QUOI, The City of Saint John a fait
apposer son sceau municipal sur le présent arrêté
le 9 avril 2018, avec les signatures suivantes :



Mayor /Maire



Common Clerk/greffier communal



First Reading	- March 26, 2018	Première lecture	- le 26 mars 2018
Second Reading	- March 26, 2018	Deuxième lecture	- le 26 mars 2018
Third Reading	- April 9, 2018	Troisième lecture	- le 9 avril 2018